



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 12 novembre 2024

Nombre de membres en exercice :	27
Nombre de présents :	20
Nombre de votants :	25

Date de la convocation : 31 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le douze novembre à quatorze heures trente-six, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)

Absents excusés :

M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua), Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Absents :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président*Affaires générales*

Monsieur le Président expose :

La délégation de pouvoirs au Président a pour vocation, dans un souci d'efficacité de l'action administrative, de faciliter et d'accélérer le processus de décision, sans enlever au Conseil communautaire le caractère de principal organe délibérant, mais lui permettant de mieux se consacrer à tous les dossiers majeurs de la CCBM.

Il est proposé au Conseil Communautaire de modifier le périmètre des délégations accordées au Président à compter du rendu exécutoire de la présente délibération, pour la durée du mandat, pour

les attributions énumérées ci-après :

- La préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres de travaux, fournitures et services d'un montant inférieur au seuil fixé par le Code de la commande publique pour les procédures de gré à gré ne nécessitant ni publicité ni mise en concurrence préalable, ainsi que toute décision concernant leurs avenants quelque soient leurs montants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- La passation ou le renouvellement de contrats de maintenance ou d'entretien, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- La conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
- Les contrats d'assurance et l'acceptation des indemnités de sinistre,
- L'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 5 000 euros TTC,
- Intenter au nom de la communauté de communes du Bassin de Marennes, les actions en justice ou de défendre l'intercommunalité dans les actions intentées contre elle, en demande comme en défense, en première instance comme à hauteur d'appel ou de pourvoir en cassation, devant les juridictions administratives. Cette compétence s'étend au dépôt de plainte avec ou sans constitution de partie civile au nom de la communauté de communes,
- Le règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- La conclusion de tout protocole transactionnel (art. 2044 et suivants du Code Civil) ou protocole d'accord avec un tiers, destiné à terminer ou prévenir un litige ou un contentieux, n'excédant pas 10 000 euros ;
- La contractualisation de lignes de trésorerie pour une durée maximale d'un an ;
- La signature des conventions de mise à disposition de locaux ou de matériel, les conventions partenariales, financières et de coopération, consenties à titre gracieux ou autorisées budgétairement et n'excédant pas 10 000 euros par an ainsi que les avenants y afférents ;
- La signature des contrats avec les repreneurs de matériaux recyclés ou avec des éco-organismes ;
- La sollicitation de subventions au profit de la CCBM auprès des organismes publics et privés, nationaux ou européens, ainsi que la signature des conventions de financement correspondantes ainsi que l'approbation des plans de financement, en conformité avec les autorisations budgétaires ;
- L'attribution des subventions SEUDRE ALABRI conformément au règlement d'attribution des aides accordées dans le cadre du fonds relatif aux travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations de l'estuaire de la Seudre ;
- L'attribution des subventions OPAH-RU conformément au règlement d'attribution des aides financières s'inscrivant dans le cadre de la convention d'opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain sur le territoire de la CCBM ;
- Les décisions relatives à la mise en œuvre du projet d'établissement de l'Ecole de Musique du Bassin de Marennes ainsi que celles relatives au Contrat Territorial d'Éducation Artistique et Culturelle, et notamment la signature des contrats d'engagements, conventions partenariales, demandes et réattributions de subventions de la DRAC et du Conseil Départemental, renouvellement et mise en œuvre de l'appel à projet « Résidence d'artistes francophones Marennes-Oléron ».

Lors de chaque séance du Conseil Communautaire, le Président rendra compte des attributions exercées dans le cadre de la présente délégation.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;

Vu la délibération n°2020/CC07/05 du 5 novembre 2020 portant délégation de compétences au Président ;

Vu la délibération n°2021/CC07/02 du 29 septembre 2021 portant délégation au Président pour l'attribution, par décision, des subventions calculées conformément au règlement d'attribution des aides accordées dans le cadre du fonds relatif aux travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations de l'estuaire de la Seudre ;

Vu la délibération n°2023/CC06/17 du 27 septembre 2023 portant délégation de compétences au Président en matière de gestion des projets récurrents de l'école de musique et du contrat territorial d'éducation artistique et culturelle ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT, le Président de la Communauté de communes peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- De l'approbation du compte administratif ;
- Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 du CGCT ;
- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- De la délégation de la gestion d'un service public ;
- Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Considérant qu'en application des dispositions de ce même article, le Président rend compte des attributions exercées par délégation lors de chaque réunion de l'organe délibérant ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 5211-9 du CGCT, le Président peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur général des services et aux responsables de services ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

DÉCIDE

- De déléguer les attributions susvisées au Président de la Communauté de Communes et que ces dernières pourront faire l'objet de sa part d'une subdélégation aux Vice-présidents ;
- D'autoriser le Président à déléguer sa signature dans le cadre des attributions susvisées aux agents listés à l'article L. 5211-9 du CGCT, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARDLe Secrétaire de séance
François SERVENT

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

